



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR  
Secrétariat d'État à l'économie SECO

# 4<sup>e</sup> Séminaire du SECO sur le contrôle des exportations



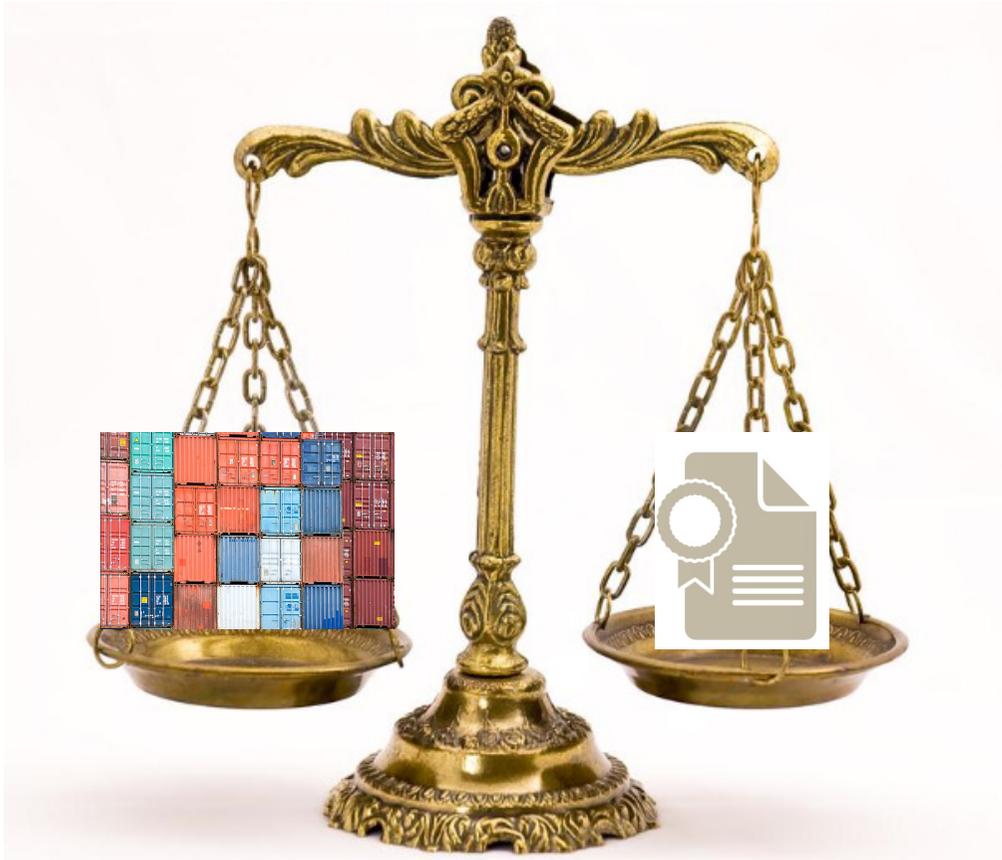
14 novembre 2019  
Stade de Suisse, Berne

---

Séminaire du SECO sur le contrôle des exportations, 14 novembre 2019  
Simon Plüss, chef suppléant du centre de prestations Relations économiques bilatérales  
Secrétariat d'État à l'économie SECO



# Le contrôle des exportations reste à l'agenda politique!





# Plan de la présentation

1. Développements généraux en matière de politique de sécurité et de politique économique
2. Exportations de matériel de guerre : les chiffres
3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre : une rétrospective
4. Initiatives populaires
5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP

# 1. Développements des politiques de sécurité

- **Suisse** : insécurité croissante dans les pays alentour
- **États-Unis** : force militaire alliée aux instruments de pression économiques
- **Proche et Moyen-Orient et Sahel** : situation instable
  - Turquie : offensive dans le nord de la Syrie
- Danger émanant d'organisations **terroristes**
- **Prolifération** : fort attrait des armes de destruction massive





# 1. Développements des politiques économiques

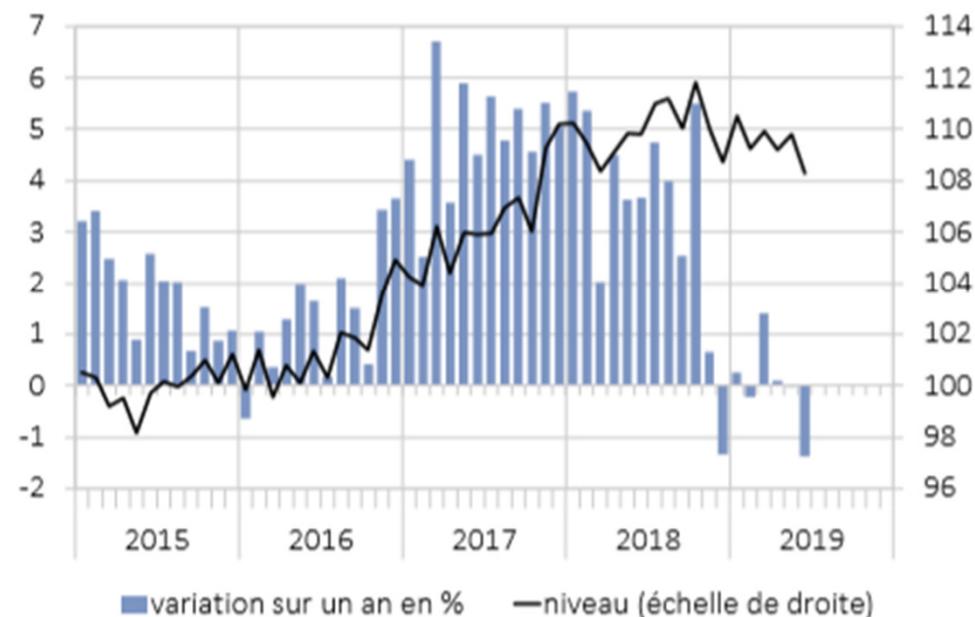
## Économie mondiale

- Aggravation du différend commercial
- Fléchissement au 2<sup>e</sup> T/2019
- Variations entre les grandes économies :
  - Zone euro
  - Allemagne
  - Chine
  - États-Unis et Japon

## Prévisions

- Modalités du Brexit incertaines
- Ralentissement du développement
- Accélération possible en l'absence de chocs

graphique 1 : Commerce mondial de marchandises  
valeurs réelles désaisonnalisées, 1<sup>er</sup> trimestre 2015 = 100



source : CPB Netherlands



## Suisse

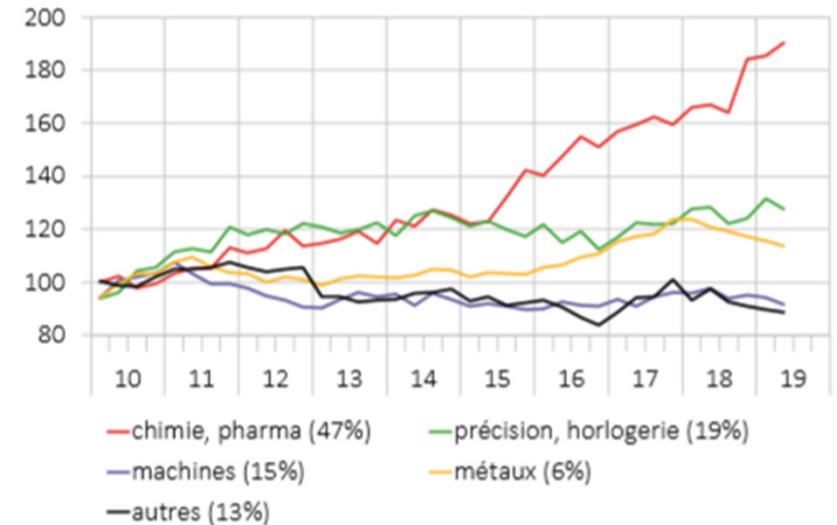
- Ralentissement de la croissance (PIB 0,3 % au 2<sup>e</sup> T/2019, 0,4 % au 1<sup>er</sup> T/2019)
- Recul des investissements en biens d'équipement : indice d'un assombrissement prochain de la conjoncture
- Légère appréciation du franc par rapport à l'euro depuis avril

## Prévisions

- Risques de fléchissement largement prédominants
- Groupe d'experts : croissance du PIB suisse en 2019 : 0,8 %, en 2020 : 1,7 %
- Franc suisse : la pression à l'appréciation pourrait s'intensifier
- 2020 : retombées sur les exportations suisses du commerce mondial en expansion

graphique 36 : Exportations de marchandises, principales rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2010 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2018



source : SECO

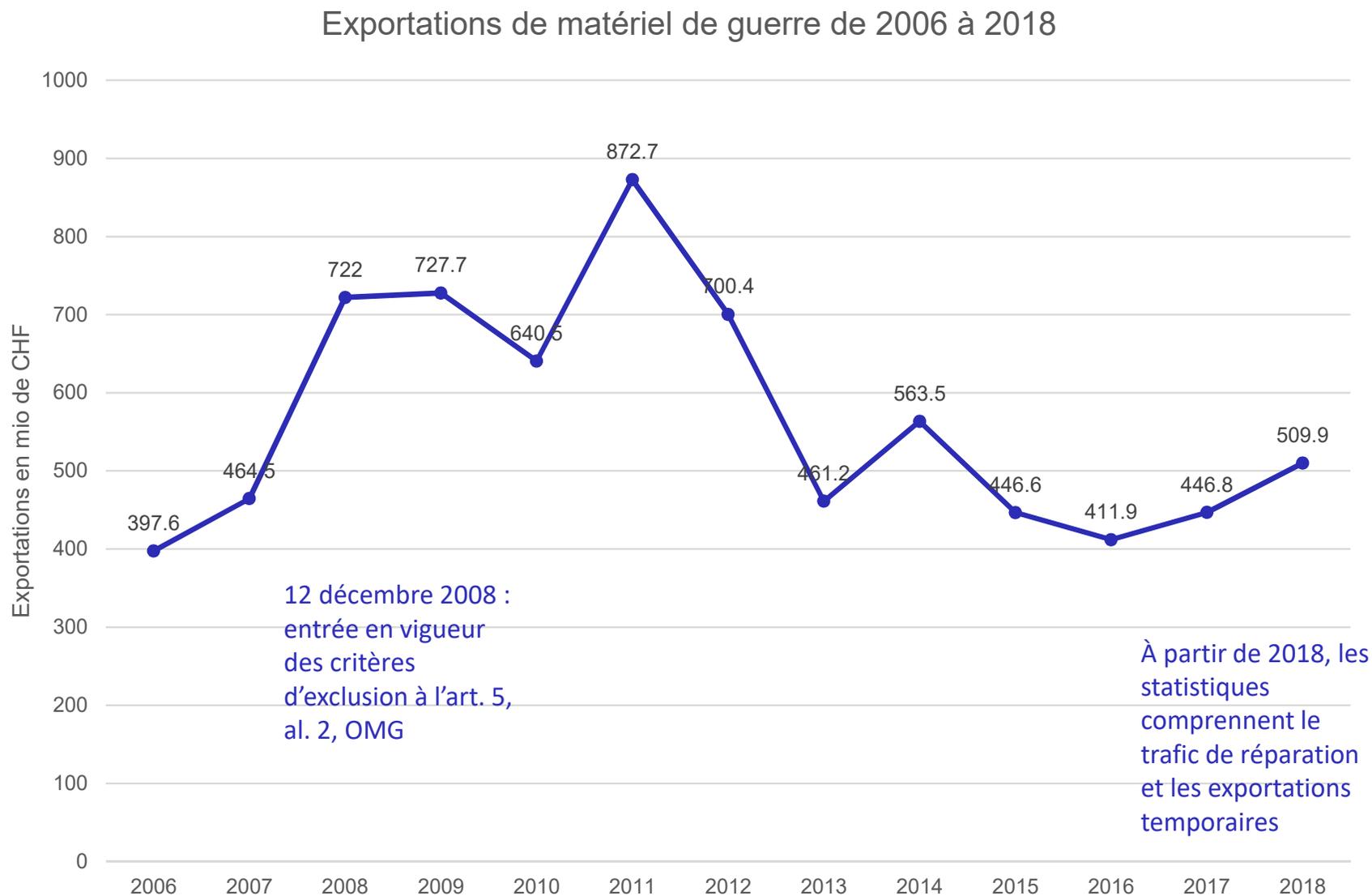


# Plan de la présentation

1. Développements généraux en matière de politique de sécurité et de politique économique
2. Exportations de matériel de guerre : les chiffres
3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre : une rétrospective
4. Initiatives populaires
5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP



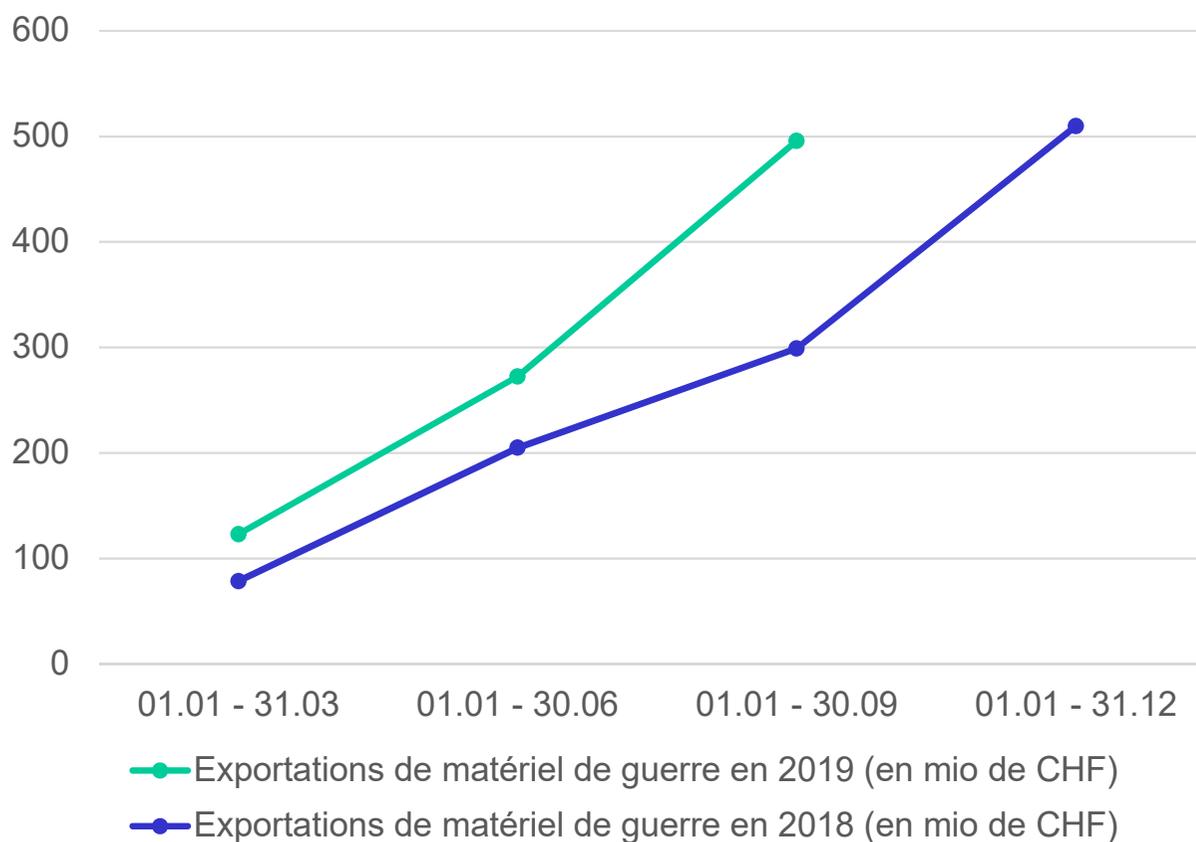
## 2. Évolution des exportations de matériel de guerre





## 2. Chiffres trimestriels de 2019

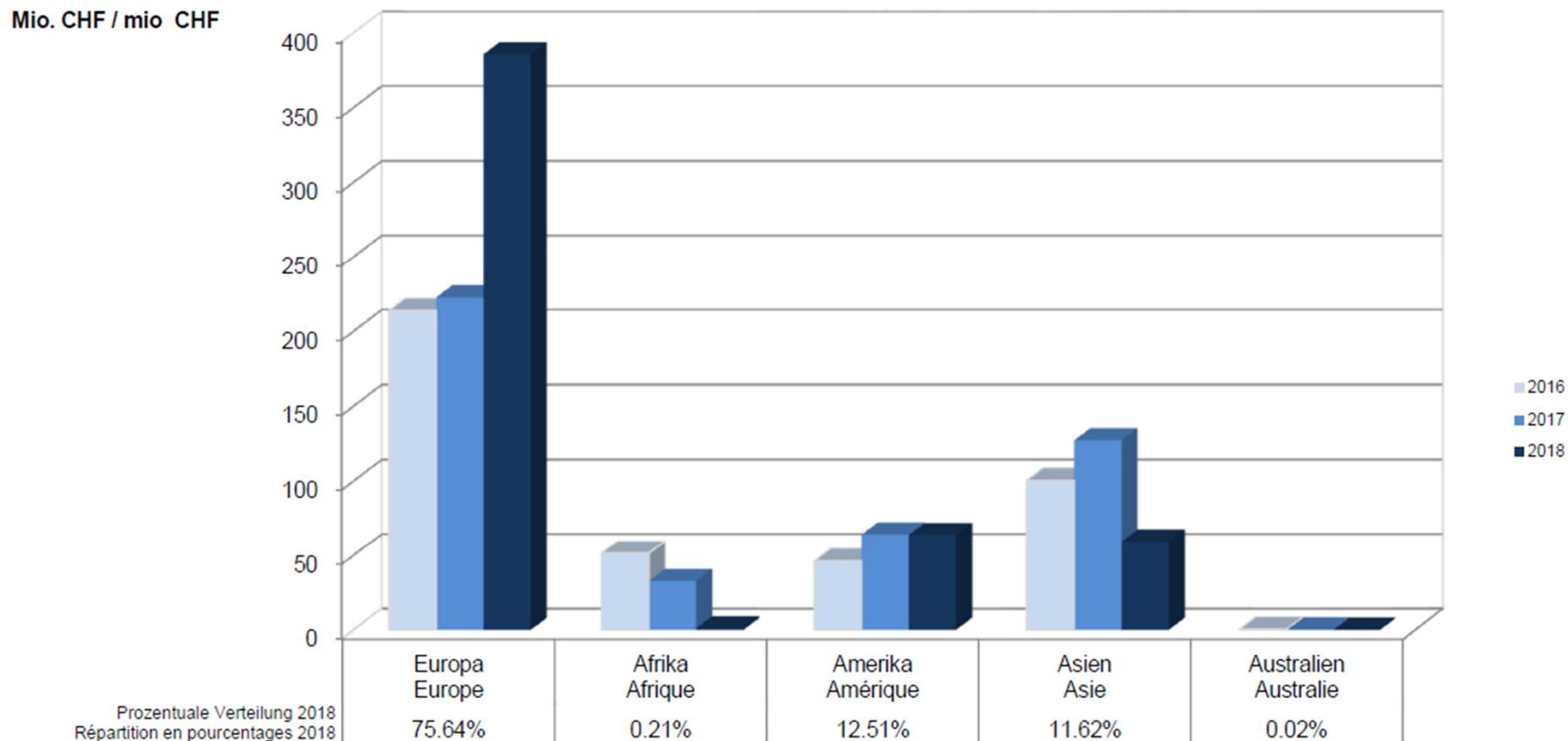
- Depuis le début de l'année, l'industrie suisse de l'armement a exporté des biens pour une valeur avoisinant 496 millions de francs.





## 2. Analyse des exportations de matériel de guerre

### Exportations de matériel de guerre par continent de 2016 à 2018





# Plan de la présentation

1. Développements généraux en matière de politique de sécurité et de politique économique
2. Exportations de matériel de guerre : les chiffres
3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre : une rétrospective
4. Initiatives populaires
5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP



### 3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre en 2018

- L'industrie des techniques de sécurité et de défense s'inquiète de la **situation économique tendue dans laquelle se trouve la branche.**
  - La Commission de la politique de sécurité du Conseil des États **estime qu'il faut intervenir.**
- 15 juin 2018 : **discussion sur les conditions-cadre** du transfert de matériel de guerre et mandat de réviser l'ordonnance
- Une base industrielle suisse dans les techniques de sécurité et de défense est essentielle à l'armée et **capitale pour la crédibilité de la politique de sécurité.**



Tagesanzeiger 4.11.2017

- Art. 1 de la loi fédérale sur le matériel de guerre : « [...] *tout en permettant le maintien en Suisse d'une capacité industrielle adaptée aux besoins de sa défense.* »



### 3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre en 2018

#### Adaptations prévues :

- Exportations de matériel de guerre à destination de pays **impliqués dans un conflit interne** : ⇒ auraient pu être **autorisées à titre exceptionnel**
- **Maintien de la capacité industrielle** : ⇒ aurait dû être **pris en considération lors de l'évaluation**
- **Prolongation de la durée de validité des autorisations d'exportation** : ⇒ de un à **deux ans**



# 3. Réactions

## Schneider-Ammann macht Ernst mit Waffenexporten in Konfliktgebiete

Die Rüstungsindustrie rief den Bund um Hilfe, jetzt werden ihre Klagen erhört. Das weiss DerBund.ch/Newsnet aus sicherer Quelle.

Der Bund, 14.06.2018

**Analyse** Mit Waffenexporten in Konfliktgebiete nimmt der Bundesrat Tote in Kauf. Von Markus Häfliger, Bern

## Die Schweiz verscherbelt ihre Prinzipien

Tages-Anzeiger, 16.06.2018

KOMMENTAR

## Jetzt in Aktion: Salami und Neutralität

Sasa Rasic zu heiklen Rüstungsexporten: «Auch abseits des Moralischen wirken die aktuellen Vorgänge um Waffenexporte stossend».

Tagblatt, 29.7.2018

## La Turquie ou la RDC, futurs clients potentiels des armes suisses?

24 Heures, 17.07.2018

## Mit Kanonen auf Werte schiessen

Republik, 21.06.2018

**SCHWEIZER WAFFEN  
SCHWEIZER WERTE**

VERFÜHRERISCHE PRÄZISION    TREFFENDE QUALITÄT    ZIELSICHERE ELEGANZ

«Die alten Eidgenossen haben 1515 die Schlacht von Marignano nicht zuletz deshalb verloren, weil sie angestrichelt mit verrottenem Material und mit einer falschen Taktik auf einen besser ausgerüsteten und aufgeschulten Gegner trafen.»  
Johann Schneider-Ammann, Verkaufsführer Neue Märkte

«Als freisinniger Ausserminister habe ich zwei Überzeugungen:  
1. Ausserpolitik ist stets auch Innenpolitik.  
2. Ausserpolitik ist vor allem Wirtschaftspolitik.»  
Ignazio Cassis, Verkäufer in Ausbildung

HUMANITÄRE TRADITION    JETZT INVESTIEREN UND ZEITGESCHICHTE GESTALTEN    JETZT AUCH IN IHREM BÜRGERKRIEG

Erfahren Sie mehr zu unseren Exportklassikern auf der Seite 3.

WoZ, 21.06.2018



### 3. Motion 18.3394 du groupe BD

« *Élargir la base démocratique des exportations d'armes* »

**La motion charge le Conseil fédéral :**

1. d'inscrire les critères d'autorisation de l'ordonnance sur le matériel de guerre dans la loi ; et
2. d'adapter les critères d'exclusion figurant dans la législation sur le contrôle des biens par analogie à ceux de la législation sur le matériel de guerre

⇒ Proposition au Conseil fédéral **rejetée**

➤ 26 septembre 2018 : motion **adoptée** par le Conseil national (par 97 voix contre 82, 11 abstentions).

➤ 11 mars 2019 : motion **rejetée** par le Conseil des États (par 20 voix contre 17, 6 abstentions).



# Plan de la présentation

1. Développements généraux en matière de politique de sécurité et de politique économique
2. Exportations de matériel de guerre : les chiffres
3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre : une rétrospective
4. Initiatives populaires
5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP



# 4. Initiatives populaires

## 1. « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »

Berne, 14.06.2019 - Le Conseil fédéral a approuvé, le 14 juin 2019, le message concernant l'initiative populaire « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre ». Il recommande le rejet de cette initiative, estimant que l'approche adoptée et les mesures envisagées ne sont pas efficaces. L'interdiction de financement aurait également pour la Suisse des retombées négatives qui affecteraient dans une mesure excessive l'activité de la Banque nationale suisse, des fondations, des caisses de pension et des fonds de compensation AVS/AI/APG. Enfin, l'initiative remet en question la place financière suisse et affaiblit l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM).



**INITIATIVE**  
CONTRE LE COMMERCE  
**DE GUERRE**



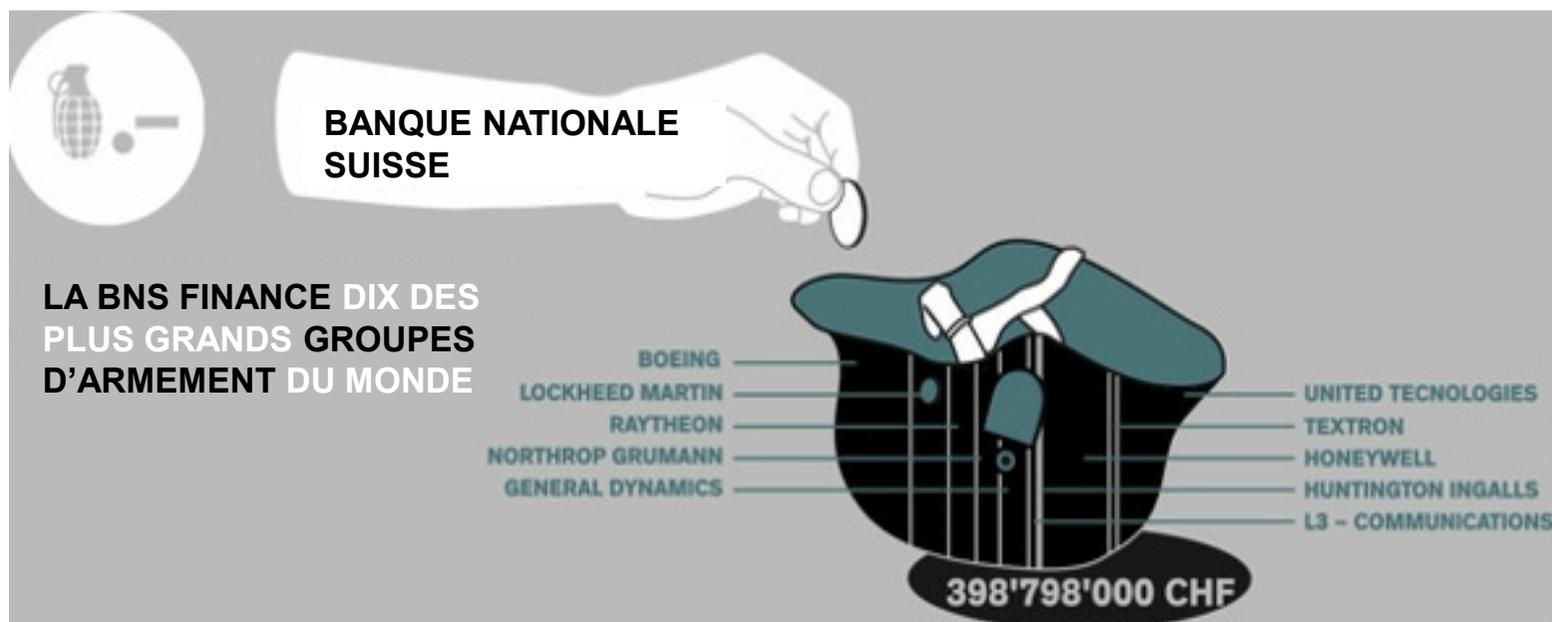
# 4. Initiatives populaires

## 1. « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »

-> Vise à interdire les investissements dans l'industrie de l'armement, tant en Suisse qu'à l'étranger

[Le Conseil fédéral rejette l'initiative sans contre-projet :](#)

- L'initiative resterait sans effet
- L'initiative serait dommageable et difficile à mettre en œuvre





## 4. Initiatives populaires

### 2.« Contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile »

# Waffenexporte: Parmelin blitzt im Bundesrat ab und muss einen Gegenvorschlag liefern

NZZ, 24.10.2019



<https://initiative-rectification.ch/>



# 4. Initiatives populaires



Coalition contre les exportations d'armes  
dans les pays en guerre civile

## 2. « Contre les exportations d'armes dans les pays en guerre civile »

But :

- **Revenir** sur les **dérogations** introduites pour les exportations à destination de pays impliqués dans un conflit armé interne et pour les pays qui violent systématiquement et gravement les droits de l'homme
- Inscrire les critères d'autorisation au niveau de la **Constitution**
  - Le Conseil fédéral discutera d'ici à la fin de l'année sur la démarche à adopter face à l'initiative.
  - Le DEFR rédigera ensuite un message à l'intention du Parlement.



# Plan de la présentation

1. Développements généraux en matière de politique de sécurité et de politique économique
2. Exportations de matériel de guerre : les chiffres
3. Révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre : une rétrospective
4. Initiatives populaires
5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP



## 5. Articulation entre la LFMG, la LCB et la LPSP

### Cas « Pilatus »

⇒ Recoupements entre la LPSP, la LFMG et la LCB

- manque de cohérence?
- défi pour l'industrie d'exportation



### Interventions parlementaires portant les demandes suivantes :

- Assurer la sécurité juridique et la cohérence des lois
- Pouvoir continuer de fournir les prestations pour les biens déjà exportés
- Adapter la LPSP de manière à ce que son interprétation et son application n'entrent pas en contradiction avec la loi sur le contrôle des biens

⇒ **Les interventions bénéficient d'un large soutien au Parlement**



**Merci de votre attention !**

**Avez-vous des questions ?**